

M. Woodsworth. Dans ce document je trouve la pensée que je viens d'exprimer :

Sans doute la paix mondiale est aujourd'hui plus menacée qu'elle ne l'a jamais été depuis la fin de la Grande guerre.

Telle est l'opinion sur la situation actuelle qu'ont exprimée les trois messieurs qui représentent de très nombreux éléments de notre population.

Le grand souci de ceux qui s'intéressent au rétablissement des conditions normales en Europe a été la paralysie de la Conférence du désarmement, ainsi que le retrait de l'Allemagne de cette Conférence. Je n'ai jamais hésité à exprimer l'opinion que l'Allemagne s'était retirée parce que le plan arrêté par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie lui déplaisait. Le plan contenait un principe qu'elle refuserait d'accepter—le contrôle. L'Allemagne repousserait le principe parce qu'elle veut la révision sinon l'abandon complet du traité de Versailles, et elle veut conserver le droit de manœuvrer de façon à atteindre son but par tous les moyens. Il est naturel que ses efforts tendent constamment à la révision du traité, mais il est plutôt alarmant de penser que l'Allemagne ne consentira pas au contrôle des armements.

Il m'a été très agréable de constater que le président des Etats-Unis, dans le discours qu'il a prononcé à une réunion de la Fondation Woodrow Wilson, le 28 décembre, a appuyé les vues de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie en faveur du contrôle des armements. Cela signifie le contrôle des armements, non seulement en Allemagne, mais dans tous les pays d'Europe. M. Roosevelt a déclaré :

Que, durant une courte période d'années, chaque nation s'engage à éliminer par étapes progressives chaque arme offensive qu'elle possède, et à ne créer aucune autre arme offensive. Cela ne garantit pas une nation contre l'invasion, à moins que vous ne lui concédiez le droit de fortifier ses propres frontières au moyen d'ouvrages défensifs et non mobiles, de même que le droit de s'assurer elle-même, grâce à une constante inspection internationale, que les voisins ne créent pas ni ne maintiennent d'armements offensifs de guerre.

C'est le point central de toute la politique que sir John Simon allait proposer à l'assemblée de la Conférence du désarmement, quand l'Allemagne s'est retirée.

Si je puis me risquer à me citer moi-même, je dirai qu'il y deux ans, dans cette Chambre, j'ai proposé un plan de contrôle général des armements en Europe. Ma déclaration se trouve aux Débats du Sénat, séance du 8 février 1932. Je n'en lirai qu'un paragraphe :

Si toutes les nations d'Europe agissent de bonne foi, pourquoi n'autorise-t-on pas le Con-

seil de la Société à inspecter et à surveiller, outre 50 kilomètres de territoire allemand, le territoire de chaque pays sur ce continent-là? Et à vrai dire, pourquoi ne pas appliquer ce principe au monde entier? En supposant que les pays n'aient rien à cacher, pourquoi n'ouvrent-ils pas leurs frontières pour permettre une telle inspection?

Je croyais qu'il ne pouvait pas y avoir de paix en Europe, qu'aucun Européen ne pouvait dormir en paix tant que n'aurait pas été conçu un plan qui permît à chaque nation de savoir ce qui se passe de l'autre côté de sa frontière. Les journaux et d'autres publications me firent l'honneur de réimprimer ce discours à Genève. J'ai alors constaté que les représentants de quelques-unes des nations non membres de la Société ne se ralliaient pas volontiers au plan, mais depuis elles l'ont adopté.

Quoi qu'il en soit, aucun progrès ne peut être accompli dans ce sens, à cause du refus que l'Allemagne a opposé hier et que, j'en suis sûr, elle opposera demain à l'acceptation du principe de contrôle. Une très simple solution du problème me paraît être l'adhésion des Etats-Unis à la Société des Nations. Lorsque les Etats-Unis se sont joints aux Alliés, ils ont proclamé qu'ils entraient en guerre pour faire cesser la guerre; mais ils n'ont pas terminé leur tâche. Ayant représenté le Canada à la Société des Nations durant une période de sept années, je me suis cru tenu, en janvier dernier, d'informer le Président-élu, M. Roosevelt, de la situation à Genève. Il me reçut avec une grande cordialité. Je l'avisai que la Société était souvent handicapée, et parfois impuissante, à cause de l'absence des Etats-Unis dans ses Conseils, et que, depuis la Guerre, l'Europe se débattait par manque d'une direction que seuls les Etats-Unis pourraient fournir. Les peuples troublés de l'Europe ne demandent pas aux Etats-Unis de garantir leur sécurité, mais ils ont besoin de la présence des Etats-Unis, vu l'influence morale que cette présence exercerait.

Comme nous le savons tous, le Sénat américain était prêt à sanctionner l'entrée des Etats-Unis dans la Société, mais sous certaines réserves, que le président Woodrow Wilson refusa d'accepter. Une fois l'événement passé, on est toujours mieux avisé, mais j'ose dire que le président Wilson aurait dû accepter ces réserves. La Société, j'en suis sûr, aurait fait bon accueil aux Etats-Unis dans ses Conseils, sur cette base. Le chaos qui règne aujourd'hui en Europe provient de l'absence des Etats-Unis des délibérations de la Société. A vrai dire, par un traité distinct conclu avec l'Allemagne en août 1921, les Etats-Unis ont formellement déclaré qu'ils ne s'engageaient d'aucune manière à préserver les frontières de l'Allemagne. Mais les quatorze points de Wood-